

Les crédits

telles mesures et nous sommes en train de bâtir un Canada fort et compétitif.

Au cours des quatre dernières années et demie, le gouvernement a révisé les règles de la formation professionnelle. Nous avons oeuvré en collaboration avec les entreprises, les travailleurs, les collectivités et tous les autres intéressés à la création de programmes qui serviront le mieux le Canada de demain.

Nous avons dépensé des milliards de dollars pour assurer la formation et le recyclage des travailleurs canadiens afin qu'ils puissent occuper les emplois de l'avenir.

Dans la circonscription du député, notre gouvernement a affecté 2 millions à la formation professionnelle durant l'année qui vient de s'écouler, pour un total de 14,4 millions depuis 1985. Il est mal placé pour douter des efforts que nous avons déployés afin d'aider le Canada à répondre aux besoins du marché du travail.

Aucun député ne peut nier les défis de taille que posent au Canada l'élargissement des marchés mondiaux et les changements technologiques. Dans un monde de plus en plus concurrentiel, le Canada aura d'abord besoin d'une main-d'oeuvre possédant les compétences nécessaires. Ce sont ses ressources humaines qui aideront le Canada à s'adapter à un marché du travail très différent de celui que nous connaissons aujourd'hui.

À l'heure actuelle, 40 p. 100 de tous les emplois exigent des compétences professionnelles de col blanc. D'ici l'an 2000, ce chiffre grimpera à 80 p. 100. Il est évident que la formation professionnelle constitue une étape importante de notre évolution vers le XXI^e siècle. En préparant les travailleurs en fonction des besoins du marché du travail, nous garantissons aux Canadiens le niveau de prospérité qu'ils ont connu jusqu'à maintenant.

Deux tiers des Canadiens qui ont participé à un récent sondage ont déclaré qu'ils avaient besoin d'une formation professionnelle pour continuer de soutenir la concurrence économique et de rester au fait des changements technologiques. Moins de la moitié des travailleurs à temps plein ont reçu une formation ces deux dernières années. Plus de la moitié des travailleurs non spécialisés qui ont été interrogés n'avaient reçu aucune formation.

L'exemple des autres pays a démontré que les entreprises doivent constamment aider leurs travailleurs à améliorer leurs compétences si elles veulent demeurer compétitives. En 1987, seulement une entreprise canadienne sur quatre a consacré de l'argent à la formation de ses employés. Le Canada dépense environ la moitié moins d'argent que les États-Unis pour la formation. Nous

savons depuis quelque temps déjà que le problème n'est pas uniquement celui du gouvernement.

Lorsque le Canada ne peut plus soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux parce que sa population active ne possède pas les compétences nécessaires, le problème touche tous les Canadiens. C'est pourquoi, dès son premier mandat, notre gouvernement s'est efforcé de convaincre tous les Canadiens qu'il fallait offrir les programmes de formation de rigueur. La main-d'oeuvre, c'est-à-dire les entreprises et les collectivités, a un grand rôle à jouer au chapitre de la formation.

En 1985, le gouvernement conservateur a remplacé plus de 40 programmes inefficaces d'utilisation de la main-d'oeuvre disponible par un programme administré régionalement qui s'appelle la Planification de l'emploi. Plutôt que de créer artificiellement du travail, nous nous efforçons de créer des emplois permanents. La Planification de l'emploi s'adresse aux travailleurs et tient compte de leurs besoins personnels en formation. La population de chaque région et ceux qui connaissent le marché de l'emploi local administrent ce programme. La Planification de l'emploi a connu tout le succès prévu.

La plupart des participants aux programmes de formation de la Planification de l'emploi trouvent un emploi grâce aux compétences qu'ils ont acquises, compétences qui seront recherchées pendant longtemps. S'inspirant de la philosophie qui sous-tend la Planification de l'emploi et constatant le succès de ce programme, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) a récemment introduit un programme national majeur dont l'objectif est d'améliorer davantage la formation et la structure de l'emploi du marché de l'emploi canadien. La Stratégie canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre traduit la volonté du gouvernement de collaborer avec ses partenaires, les entreprises et les travailleurs, à la préparation de la main-d'oeuvre en prévision de l'avenir. Cela fait également un changement par rapport à l'ancien système de soutien du revenu passif pour les chômeurs; on passe à un système plus actif adapté aux besoins du marché du travail.

• (1640)

Nous avons trouvé qu'il fallait que notre programme d'assurance-chômage fasse peau neuve pour être au diapason de notre époque. Son objectif reste le même qu'il y a 50 ans, à sa création: protéger les sans-emploi et maintenir la stabilité économique. L'assurance-chômage doit toutefois évoluer selon les besoins économiques. Dans le cadre de la nouvelle stratégie, elle aidera les clients à recevoir une formation pertinente qui leur permettra de retourner sur le marché du travail munis des compétences nécessaires pour garder un emploi plus longtemps.